



## Fabrication de 2 paniers mixtes 5 logements – Emballage IR800

**Marché** N°XXXXX

ENTRE :

**Le Commissariat à l'Énergie Atomique et aux Énergies Alternatives**, Etablissement public de Recherche à caractère Scientifique, Technique et Industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019,  
représenté par **Monsieur Christophe OUDOT**, agissant en qualité de Directeur des projets de Démantèlement, de Service nucléaire et de gestion des Déchets (DDSD) du CEA de Cadarache,  
ci-après dénommé « **le CEA** »

d'une part

ET :

La société, XXX société par actions simplifiée, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Cherbourg sous le numéro ,  
représentée par **Monsieur**, agissant en qualité de Président,  
ci-après dénommée « **le Titulaire** »

d'autre part,

**IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIVIT :**



Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives  
Centre de Cadarache – DSTG/SMA – Bâtiment 122  
13108 Saint Paul Lez Durance cedex  
Tél. : 04.42.25.49.77 ou 20.76 - Fax : 04.42.25.23.77  
Etablissement public à caractère industriel et commercial  
R.C.S. PARIS B 775 685 019

**Direction Générale**  
**Département de support**  
**technique et gestion**  
**Service Marchés et Achats**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 – DOCUMENTS APPLICABLES .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – ÉTENDUE DES PRESTATIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION .....</b>	<b>5</b>
4.1 – Suivi des prestations .....	5
4.2– Livrables .....	5
4.3 – Lieu d'exécution .....	6
4.4 – Obligations de résultats .....	6
4.5 – Obligation générales de conseil et d'information .....	6
4.6 – Responsables techniques.....	6
<b>ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES .....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 6 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....</b>	<b>7</b>
6.1 – Echancier de facturation .....	7
6.2 – Modalités de facturation au format électronique .....	7
6.3 – Régime fiscal.....	7
<b>ARTICLE 7 –DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 – PENALITES.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 9 – RECEPTION – GARANTIE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 – QUALITE / ENVIRONNEMENT / SECURITE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11 – ASSURANCE PATRIMONIALE .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 12 – CONFLIT D'INTERET .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE.....</b>	<b>9</b>

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BADN	B21-03258	4000XXXX	2/14
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 14 – SOUS TRAITANCE .....	9
ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL .....	10
ANNEXE 2– CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS.....	13

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BADN	<b>B21-03258-SRI</b>	XXXXXXXX	3/14
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

**Affaire suivie techniquement par :**  
Olivier DESCOMBIN  
☎ : 04.42.25.74.83  
Email : [olivier.descombin@cea.fr](mailto:olivier.descombin@cea.fr)

**Affaire suivie commercialement par :**  
Samantha RIMI  
☎ : 04 42 25 29.72  
Email : [samantha.rimi@cea.fr](mailto:samantha.rimi@cea.fr)

## **ARTICLE 1 – OBJET**

Le présent marché a pour objet de définir les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fabrication de 2 paniers mixtes 5 logements relatifs à l' Emballage IR800, chacun équipé d'un séparateur 3x3, d'une cale supérieure, d'organeaux de manutention et d'une élingue 3 brins. La prestation inclut également la fabrication de 10 cales parallélépipédiques pour panier OSIRIS.

Ces prestations seront réalisées pour le compte de la Direction des projets de Démantèlement, de Service nucléaire et de la gestion des Déchets (DDSD), Département Transports, Emballages et Logistiques (DTEL), Service de Gestion du Parc d'Emballages (SGPE), Groupe Conception Duplication des Emballages (GCDE).

## **ARTICLE 2 – DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du Marché et leurs annexes,
- Le Cahier des Charges (CDC) référencé CEA/DES/DDSD/DTEL/SGPE/GCDE/IR800/CDC 2021-000034 Ind.01 du 29/06/2021 ;
- le règlement intérieur du CEA Cadarache dans sa version en vigueur en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité, applicable aux entreprises extérieures travaillant sur site,
- la procédure d'entrée et de sortie de matériel du Centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (Edition de Février 2013),
- le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée **xxx** en date du **xxx**.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Les conditions générales de vente du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 – ÉTENDUE DES PRESTATIONS**

Les prestations, objet du présent marché, seront réalisées conformément aux dispositions des documents applicables visés à l'article 2 supra, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Les prestations forfaitaires comprennent les éléments suivants :

- les études liées à la fabrication ;
- les plans de fabrication d'ensemble et de détails, les nomenclatures
- les spécifications ;
- les approvisionnements ;
- la fabrication et l'usinage de tous les composants, y compris des gabarits de contrôle dimensionnel ;
- la mise en propreté, le décapage et la passivation ;
- le montage ;
- les contrôles et essais requis dans la présente spécification et les spécifications applicables pour la réalisation ;

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BADN	<b>B21-03258-SRI</b>	XXXXXXXX	4/14
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- la fourniture d'un dossier constructeur en 2 exemplaires en version papier et en version clé USB rassemblant tous les documents de fabrication selon l'annexe 5 ;
- le conditionnement ;
- l'entreposage temporaire éventuel sur le site du Titulaire ;
- la recette et la livraison en France métropolitaine.

Elles sont décomposées selon les postes techniques suivants :

- études liées à la fabrication
- fabrication des deux paniers ainsi que de leurs équipements associés (selon §2, 3, 4, 5 et 6 du CDC)
- pièces de rechange et caisse aluminium (selon §2.5 du CDC)
- contrôles, essais et recette usine (selon §7 et 10 du CDC)
- conditionnement, transport, livraison (selon §9 du CDC)
- Recette sur site et livrables associés dont dossier constructeur (selon §11 et 14 du CDC)

## **ARTICLE 4 – CONDITIONS D'EXECUTION**

### **4.1 – Suivi des prestations**

#### **4.1.1 – Réunion d'enclenchement**

Tel qu'indiqué au §12.10.1 du Cahier des Charges, les prestations objet du marché débiteront à compter de la réunion d'enclenchement qui marquera le T0. Elle aura pour objet de rappeler et/ou préciser les points suivants :

- l'organisation du Titulaire ;
- la logique de déroulement de la prestation et les interfaces avec le CEA ou d'autres entités ;
- les exigences du CEA (exigences techniques, exigences de délais et de mise à jour de plannings, exigences de sûreté, exigences relatives aux PV, inventaires...) ;
- la planification des points de rencontre avec le CEA ;
- les modalités de communication entre le CEA et le prestataire, de transmission de demandes éventuelles, d'informations relatives à des écarts et/ou des non conformités.

Un compte-rendu de la réunion d'enclenchement sera établi et diffusé par le CEA.

#### **4.1.2 Réunions de travail**

Afin de s'assurer de la bonne exécution des prestations objet du présent marché, sont prévues a minima les réunions suivantes:

- Des réunions d'avancement, dans les conditions du §12.10.2 du CDC.

D'autres réunions techniques intermédiaires peuvent être organisées, si besoin, pour étudier un problème nouveau dont la résolution nécessite une concertation ou pour faire un point particulier d'avancement de la réalisation et détecter les points durs risquant de remettre en cause les objectifs visés. Ces réunions ne se substituent pas aux réunions d'avancement.

En tout état de cause, la responsabilité de la bonne fin d'exécution des prestations incombera au seul Titulaire. Le CEA se réserve la possibilité de procéder à tout audit qu'il jugerait nécessaire pour s'assurer de la bonne exécution des prestations et de la qualité du service.

### **4.2– Livrables**

Dans le cadre de chaque prestation décrite dans le Cahier des Charges le titulaire devra fournir au CEA les livrables concernés à chaque étape de réalisation dans les délais impartis selon les conditions fixées au §12.11, 13 et 14 du CDC.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BADN	<b>B21-03258-SRI</b>	XXXXXXXX	5/14
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

### **4.3 – Lieu d'exécution**

Les prestations seront exécutées dans les locaux du Titulaire.

Le Titulaire du présent marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans les documents applicables précités à l'article 2.

### **4.4 – Obligations de résultats**

Les prestations objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent marché, conformément aux dispositions de l'article 39 des conditions Générales d'Achat du CEA.

### **4.5 – Obligation générales de conseil et d'information**

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

La mission comprend, en toute hypothèse sans exception ni réserve, dans la limite des tâches qui lui sont confiées au titre du marché, toutes les prestations nécessaires à sa réalisation.

### **4.6 – Responsables techniques**

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

Pour le CEA :

Olivier DESCOMBIN

☎ : 04.42.25.74.83

Email : [olivier.descombin@cea.fr](mailto:olivier.descombin@cea.fr)

Pour le Titulaire :

XXX

Tel :

XXX

Le CEA et le Titulaire pourront changer de responsable en cours de marché moyennant le respect d'un préavis de quinze jours notifié par simple courrier.

## **ARTICLE 5 – CONDITIONS FINANCIERES**

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre.

Les prix sur lesquels s'engage le Titulaire sont établis hors taxes et couvrent l'ensemble des charges et frais généraux exposés, la marge, ainsi que les frais de transport et de séjours éventuels du personnel.

Les prix mentionnés infra sont forfaitaires, en conséquence ils s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations.

Le montant total des prestations visées à l'article 3.1 du présent marché est fixé à la somme forfaitaire de XXXXX € HT (XXXXX euros hors taxes) décomposés comme suit :

- études liées à la fabrication pour un montant de XXXXX euros hors taxes
- fabrication des deux paniers ainsi que de leurs équipements associés pour un montant de XXXXX euros hors taxes

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BADN	B21-03258-SRI	XXXXXXXX	6/14
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- pièces de rechange et caisse aluminium pour un montant de XXXXX euros hors taxes
- contrôles, essais et recette usine pour un montant de XXXXX euros hors taxes
- conditionnement, transport, livraison pour un montant de XXXXX euros hors taxes
- Recette sur site et livrables associés dont dossier constructeur pour un montant de XXXXX euros hors taxes

## **ARTICLE 6 – CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT**

### **6.1 – Echancier de facturation**

- 85% du montant HT du présent marché, sur situations mensuelles d'avancement des études, réalisation des prestations, contrôles et essais dûment validées par le CEA.
- 15% du montant HT du présent marché, après réception de l'ensemble des fournitures et remise du dossier constructeur accepté sans réserves par le CEA.

### **6.2 – Modalités de facturation au format électronique**

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le Titulaire au titre du présent marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA (exemple : 4000191919).

Pour tout renseignement : [RELANCES@cea.fr](mailto:RELANCES@cea.fr)

Le CEA en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA après exécution.

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

### **6.3 – Régime fiscal**

Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA au taux en vigueur au jour du fait générateur. Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale d'acquitter la TVA d'après les débits.

## **ARTICLE 7 –DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION**

Le marché prend effet à compter de la date de la réunion d'enclenchement de la prestation (T0).

Le Titulaire s'engage à réaliser l'ensemble de la prestation dans le délai de XXX mois à compter du T0. En tout état de cause, il est précisé que la livraison du premier panier et de ses équipements associés ne pourra pas excéder le 30 mars 2022 et celle du second panier et de ses équipements associés ne pourra pas excéder le 30 juin 2022.

## **ARTICLE 8 – PENALITES**

Nonobstant l'ensemble des pénalités applicables au Titulaire au titre des CGA, le Titulaire est redevable des pénalités suivantes, dans les conditions précisées ci-après :

Les pénalités sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires,
- facturées directement par le CEA,
- plafonnées à 10 % (dix pour cent) du montant total H.T. du marché affermi à la date d'application des pénalités.

En cas de non-respect des délais de réalisation des prestations précisés à l'article 8 du présent de marché, le Titulaire sera passible d'une pénalité calculée sur le montant total hors taxes du marché au taux de 3/1000 (trois pour mille) par jour calendaire de retard constaté.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BADN	<b>B21-03258-SRI</b>	XXXXXXXX	7/14
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Ces pénalités seront mises en œuvre dans les conditions énoncées à l'article 24 du Chapitre 9 « Délais » des Conditions Générales d'Achat (CGA).

#### **ARTICLE 9 – RECEPTION – GARANTIE**

Les dispositions du chapitre 11 des Conditions Générales d'Achat sont applicables au présent marché.

#### **ARTICLE 10 – QUALITE / ENVIRONNEMENT / SECURITE**

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par les normes en vigueur ISO 9001, ISO 14001 et OHSAS 18001.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012, relatif à la qualité de la conception, de la construction et de l'exploitation des installations nucléaires de base.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

#### **ARTICLE 11 – ASSURANCE PATRIMONIALE**

En tant que de besoin, et sans que soit créée de ce chef la moindre obligation contractuelle du CEA à l'égard du titulaire, celui-ci est informé de la souscription par le CEA d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, jusqu'à 120 000 000 € par sinistre et par année d'assurance, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais de décontamination.

Le titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte que le CEA dispose d'un recours à l'encontre du titulaire, conformément au droit commun, en cas de sinistre qui ne serait pas pris en charge par les assureurs ainsi que pour les montants pouvant dépasser ceux pris en charge par la police d'assurance du CEA et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève actuellement à 500 000 € par sinistre pour les dommages de nature conventionnelle et à 10 000 000 € par sinistre pour les dommages de nature nucléaire.

Les conditions générales ainsi que les conditions particulières et spéciales de la police d'assurance de dommages souscrite par le CEA sont susceptibles d'être modifiées, sans préavis et sans que le titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

#### **ARTICLE 12 – CONFLIT D'INTERET**

Du fait de son obligation générale d'exécution de bonne foi des obligations nées du présent marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA s'il se trouve de par son activité ou ses liens capitalistiques dans une situation de conflits d'intérêts à l'égard du CEA ou de l'un de ses cocontractants intervenant dans le cadre d'un projet ou d'un groupe de contrats.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BADN	B21-03258-SRI	XXXXXXXX	8/14
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



Le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels se conforment aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant pour lequel ce dernier se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résulteraient d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du présent marché par le CEA à ses torts, sans formalités judiciaires préalables, sans préavis et sans préjudice de toutes demandes de dommages et intérêts.

### **ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE**

Le Titulaire est tenu de respecter le caractère secret ou confidentiel des informations dont il a connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de la consultation ou de l'exécution du marché.

Il répond du respect de ce caractère secret ou confidentiel par son personnel, ses fournisseurs ou ses sous-traitants.

Ces informations ne peuvent, sans autorisation de la personne responsable du marché, être communiquées à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

En outre, toute prise de vue sur le site doit être soumise à autorisation préalable de la personne responsable du marché.

### **ARTICLE 14 – SOUS TRAITANCE**

Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet et joint en annexe 3 du dossier de consultation référencé à l'article 2 du présent marché.

Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications de la présente commande relatives aux travaux sous-traités.

Les contrats de sous-traitance ne doivent pas faire obstacle à une libre utilisation par le CEA des résultats ou des ouvrages de la présente commande.

Après signature par les deux parties et avant le commencement des travaux sous-traités, une copie du contrat de sous-traitance est remise au CEA.

La sous-traitance totale est interdite.



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature :  Date :
Pour le Titulaire :	Signature :  Date :

## **ANNEXE 1 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT A SON PERSONNEL**

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- Des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- Des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

### **1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail :**

Et notamment :

- Les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- Les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- L'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

### **2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection dont :**

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR), pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BADN	<b>B21-03258-SRI</b>	XXXXXXXX	10/14
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
  - o les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
  - o les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
  - o la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

### **3. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale.**

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l' article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l' article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l' attribution de marchés publics et de contrats de concession).

En outre, conformément aux dispositions de l' article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le télé service « SIPSi » du Ministère chargé du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à l'ensemble des dispositions du présent article.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BADN	B21-03258-SRI	XXXXXXXX	11/14
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne respecte pas les dispositions précitées (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

#### **4. Les habilitations – les certifications**

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

#### **5. Les modalités d'accès au Centre**

##### **5.1 La procédure CEA**

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché :

##### **Présence de courte durée (inférieure à 32 jours sur le centre) :**

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 3 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

##### **Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :**

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

##### **5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache**

Les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

#### **6. La sous-traitance**

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de marché ou en cours d'exécution.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BADN	<b>B21-03258-SRI</b>	XXXXXXXX	12/14
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## **ANNEXE 2– CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS**

### **1. CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS**

#### Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du présent contrat n'ont pas vocation à être publics.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

#### Gestion des informations du CEA

L'exécution du présent contrat peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense<sup>1</sup>, relèvent au CEA de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

#### ➤ DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

#### ➤ DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'annexe 3 de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).

En application, le CEA a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le CEA, le titulaire peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

#### ➤ Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, CEA, titulaire, co-traitant et sous-traitant.

<sup>1</sup> Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BADN	<b>B21-03258-SRI</b>	XXXXXXXX	13/14
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, WeTransfer, Google Drive, etc.)		
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)	Conteneur chiffré*. Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
Supports amovibles USB		
DVDrom ou CDrom		
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

(\*) Accès par mot de passe

### Système d'information

Dans le cas où des informations du CEA doivent être traitées sur le système d'information du Titulaire, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

### Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du titulaire. Le cas échéant, le CEA indiquera au Titulaire les prestations concernées par cette mesure.

### Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent contrat. Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

Dispositions contractuelles du marché	DG/CAD/DSTG/SMA/BADN	<b>B21-03258-SRI</b>	XXXXXXXX	14/14
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	